

LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Vers la création d'une académie
par le mouvement associatif

Les experts et les représentants du mouvement associatif se sont penchés, hier, sur la problématique des accidents de la route que rien ne semble pouvoir freiner. Réunis en ateliers, les participants au séminaire, qui s'est tenu à Koléa, visent à aboutir à une série de recommandations à même de freiner l'hécatombe routière qui fait 4 000 morts chaque année.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'Association des victimes de la route de Tipasa a décidé de réunir les intervenants de la route en vue d'initier une réflexion commune qui serait à même de trouver des solutions pour réduire le nombre d'accidents et de victimes de la route.

Selon Belhadj Meziane, président de l'association, les accidents ne sont ni plus ni moins que des actes de terrorisme routier. «Nous ambitionnons à travers la rencontre d'aujourd'hui, que nous préparons depuis deux années, de réunir l'ensemble des associations et des intervenants qui sont concernés de près ou de loin par la question

des accidents de la route et le comportement des conducteurs», explique l'initiateur de la rencontre. Pour ce dernier, les efforts doivent être communs en vue de sensibiliser et de réduire le nombre impressionnant de morts et aussi de blessés.

Les ateliers formés hier doivent aboutir à une série de recommandations qui concerneront notamment des comportements à adopter sur les routes mais aussi des actions qui doivent être entreprises par les décideurs. «Nous recommandons depuis un bon bout de temps notamment que les compteurs des véhicules légers soient bloqués à la vitesse de 120 km à



Photo : Djallal B.

Il est urgent de freiner l'hécatombe routière.

l'heure et ceux des véhicules lourds à 80 km à l'heure.»

La rencontre organisée hier a aussi été l'occasion pour ces

organisateurs de faire aboutir le projet de création d'une académie nationale qui réunira les parties concernées par les acci-

dents de la route et comportements des usagers.

Le projet inclura aussi une radio privée thématique, la formation de formateurs. «Cette académie et les activités qui en découleront nous permettront notamment de financer nos activités et d'être complètement indépendants financièrement en vue de faire une meilleure sensibilisation et plus d'actions pour freiner l'hécatombe routière».

Parmi les projets de la future académie il y a de nouvelles inventions qui seront utilisées sur la route. Il s'agit notamment des feux tricolores alimentés en énergie solaire, des plaques lumineuses et l'éclairage des autoroutes par l'énergie solaire.

La rencontre organisée hier a réuni outre les représentants du mouvement associatif, le Centre de recherche stratégique et sécuritaire, les services de sécurité et la Protection civile.

F.-Z. B.

ÉMIGRATION CLANDESTINE

M^e Ksentini appelle à la décriminalisation

Le président de la Commission nationale consultative de protection et de promotion des droits de l'homme (CNCPPDH), M^e Farouk Ksentini, s'éveille, tardivement, il faut le dire, à l'absurdité de l'acte de loi criminalisant la hargha promulgué en 2006. Aussi plaide-t-il la suppression de la peine d'emprisonnement pour les jeunes pris en flagrant délit d'émigration clandestine.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Célébration de la Journée internationale des droits de l'homme oblige, M^e Farouk Ksentini était l'invité hier de la rédaction de la radio Chaîne III. Un rendez-vous qu'il a saisi pour faire cas de quelques recommandations de la CNCPPDH en matière de promotion des droits de l'homme mais aussi pour (mal) apprécier les articles que la presse du jour a consacré à sa prestation publique de la veille.

M^e Ksentini a déclaré abhorrer que la hargha soit criminalisée. «La peine d'emprisonnement pour les jeunes harraga doit être supprimée.»

Telle a été sa sentence, après avoir souligné que les jeunes qui tentent l'émigration clandestine ont plutôt besoin de mesures sociales. Mais pourquoi n'a-t-il pas émis cet avis au moment où a été décrétée la loi criminalisant la hargha ? Son argument est un peu court : «Nous prenons le temps de la réflexion. Nous sommes 44 membres représentant les différentes sensibilités du pays à siéger dans la commission (CNCPPDH). Je n'agis pas seul.»

Faut-il déduire que le consensus autour de la position à prendre par rapport à la loi criminalisant la hargha fut long à se dessiner au sein de la CNCPPDH ?

Le temps mis à prendre la position exprimée hier, près de 5 années, autorise une telle conclusion. Cela étant, M^e

Farouk Ksentini s'est par ailleurs déclaré nourri à la conviction qu'il faille abolir la peine de mort, une autre problématique qui ne fait toujours pas consensus. «Je suis pour l'abolition de la peine de mort.» La position n'est pas nouvelle. M^e Ksentini a eu déjà à la formuler mais ne trouve toujours pas une oreille attentive chez les autorités habilitées à prononcer l'abolition de la peine de mort.

L'avocat semble saisir pourquoi la promotion de l'abolition tarde à aboutir. «C'est quelque chose qui reste très difficile à réaliser. Il y a toujours des résistances et des gens frileux», a-t-il expliqué. Soit.

M^e Ksentini, qui semble en vouloir à la presse, qu'il a accusée de ne faire que noircir le tableau, a rappelé qu'en 2001, un décret collectif a été pris et a gracié 100 condamnés à mort, parmi eux, a-t-il précisé, trois ou quatre de ses clients. «La presse n'en a pas parlé», a-t-il décoché comme reproche à une presse qu'il ne trouve assurément pas à son goût. «A lire certains journaux, il ne se passe rien



Photo : Samir Sid

Les jeunes qui tentent l'émigration clandestine ont surtout besoin de mesures sociales.

de positif dans ce pays.» M^e Ksentini a adopté le même ton dépité vis-à-vis des organisations qui estiment que la levée de l'état d'urgence n'a en rien amélioré la

situation des libertés. «Les organisations ne devraient pas se comporter comme des agences de notation.»

S. A. I.

ÉVÉNEMENTS DU 11 DÉCEMBRE 1960

Hommage aux jeunes manifestants

L'association Machaâl Echahid a rendu, hier, hommage aux enfants qui ont participé aux manifestations du 11 Décembre 1960.

Ils avaient à l'époque entre 10 et 12 ans. Farid Maghraoui et Saliha Ouatika sont tous deux issus des quartiers populaires d'Alger. Farid est né à El Madania tandis que Saliha à La Casbah. Leur point commun ? Ils ont participé, chacun de son côté, aux manifestations du 11 Décembre.

«Farid et Saliha étaient au premier rang pour brandir le drapeau algérien et crier Algérie algérienne», a relaté un membre de l'association Machaâl Echahid. Ils ne pensaient peut-être pas

que leur geste allait leur coûter la vie. Ils n'ont pas, poursuit l'intervenant, échappé aux balles de l'armée française qui tiraient sur la foule. Cet hommage symbolique pour ces deux martyrs est aussi l'occasion, souligne le président de l'association, de rendre hommage à tous les autres enfants morts lors de ces événements. Les manifestations du 11 Décembre, qui ont commencé dans la wilaya de Aïn Témouchent le 9 décembre, suite à la visite du général de Gaulle dans la région, ont donné un nouveau souffle à la guerre de Libération, expliquait le conférencier. Les manifestations se sont propagées à l'ensemble du pays, et les Algériens ont occupé les places

publiques. C'est le cas notamment à La Casbah, Bab El Oued et Belcourt, pendant près d'une semaine, pour protester contre le colonialisme. «C'était un véritable soulèvement après 6 ans de guerre», a souligné M. Rabia, membre de l'association Machaâl Echahid. «De Gaulle a compris qu'il n'y a pas d'autre alternative que l'indépendance.

La cause algérienne est reconnue et la France s'est résignée à devoir traiter avec le FLN. A partir de ce moment-là, la France a entamé des négociations», a raconté le conférencier. Ce dernier a souligné que 300 personnes ont été assassinées durant ces événements.

S. A.